

3 septembre 2018

DUBLIN

Front Line Defenders – Head Office Second Floor, Grattan House Temple Road, Blackrock Co. Dublin, A94 FA39, Ireland

info@frontlinedefenders.org www.frontlinedefenders.org

phone +353 1 212 3750 fax +353 1 212 1001

BRUSSELS

Front Line Defenders – EU Office Square Marie-Louise 72 1000 Brussels Belgium

euoffice@frontlinedefenders.org www.frontlinedefenders.org

phone +32 2 230 9383 fax +32 2 230 0028

*** Pour publication immédiate ***

UN RAPPORT DÉNONCE LA HAUSSE SPECTACULAIRE DU NOMBRE D'ASSASSINATS DE MILITANTS

Front Line Defenders et le HRD Memorial Network (Réseau Mémorial des DDH) ont recensé plus de 1000 assassinats ciblés de défenseurs des droits humains (DDH) pacifiques depuis 2014, selon un nouveau rapport conjoint, Stop the Killings (Stop aux assassinats), qui analyse les attaques meurtrières contre les militants dans six pays. Le Brésil, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et les Philippines recensent à eux seuls plus de 80% de tous les assassinats de DDH signalés. Rien qu'en Colombie, près de 100 défenseurs des droits humains ont déjà été tués cette année.

Ces assassinats ne sont pas des actes isolés. Selon Front Line Defenders, l'élimination ciblée des militants pacifiques qui défendent les droits humains est devenue épidémique. Dans son rapport annuel 2017, Front Line Defenders a répertorié les assassinats de plus de 300 DDH dans 27 pays. Deux tiers des personnes tuées défendaient l'environnement, le droit à la terre et les droits des populations autochtones, souvent dans des zones isolées et rurales avec pas ou peu d'accès à la protection, à la documentation, au signalement et à la justice. D'après les données disponibles, des suspects ont été arrêtés dans seulement 12% des cas.

"Dans chaque pays où les assassinats grimpent en flèche, la corruption financière et la collusion entre l'État et le monde des affaires induisent un système politique conçu pour maintenir les élites au sommet et pour faire taire les défavorisés" a déclaré Jim Loughran, responsable du projet Mémorial des DDH à Front Line Defenders. "Depuis des décennies, les gouvernements du Brésil, de la Colombie, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des Philippines utilisent les mêmes excuses usées et fourbes pour justifier leur inaction : le terrorisme, le crime organisé et le narcotrafic. Ils propagent le mythe qui dit qu'avec plus d'armes ils pourront régler la situation. Cette analyse simpliste et dangereuse omet de dire que la corruption est l'une des causes de la violence

Stop the Killings (Stop aux assassinats) comporte un chapitre sur chacun des six pays, écrit en collaboration avec des militants en danger sur le terrain qui, quotidiennement, font face à de graves menaces car ils documentent et plaident contre l'augmentation de la violence. Malgré les différences sociales et politiques, chacun des six pays souffre de la répression violente des dissidents pacifiques et d'un système judiciaire co-opté par les intérêts des entreprises. Ce rapport dénonce aussi l'hypocrisie des gouvernements occidentaux qui soutiennent ostensiblement la démocratie et les droits humains mais qui continuent à apporter une aide financière et sécuritaire directe à certains des régimes les plus répressifs au monde.

"Dans tous les pays présentés dans ce rapport, on constate un financement important, une formation et des ventes d'armes, de matériel de surveillance et un soutien technique à la police, au service de renseignements et aux forces armées impliquées dans les assassinats de DDH" a déclaré Andrew Anderson, directeur exécutif de Front Line Defenders. "Des dictateurs corrompus et des populistes autoritaires se sentent libres d'attaquer non seulement les DDH, mais aussi la simple idée des droits humains universels".

Parmi les principaux facteurs des assassinats et des violences contre les DDH détaillés dans le rapport l'on trouve :

- les campagne de diffamation et de dénigrement contre les DDH, qui sont accusé d'être "contre l'État", "contre le développement" et d'être des forces violentes ou déstabilisatrices;
- les politiques économiques qui priorisent l'exploitation impitoyable des ressources naturelles par rapport à la protection de l'environnement et de la terre;
- le refus de reconnaitre et de protéger les droits des communautés paysannes (campesino) et les populations autochtones;
- l'absence de système efficace pour documenter et enquêter sur les attaques contre les DDH et pour les protéger;
- la collusion entre l'État et/ou ses agents dans les assassinats de DDH.

Pour plus d'informations, contactez:

Erin Kilbride +353857423767 erin@frontlinedefenders.org

NOTE ÉDITORIALE:

Le Mémorial des DDH (www.hrdmemorial.org), développé par une coalition d'organisations de défense des droits humains nationales et internationales, collecte des données sur des affaires et commémore les défenseurs des droits humains (DDH) assassinés depuis 1998, années où la Déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits humains a été adoptée par consensus. Pour la toute première fois, le site du Mémorial des DDH et la base de données commencent à donner un véritable aperçu de l'ampleur des assassinats de DDH dans le monde entier. Le Mémorial des DDH n'est pas un simple mémorial et une base de données, il rend également hommage à la vie, au travail et aux accomplissements des DDH tués à cause de leur travail pacifique en faveur des droits humains.

Données sélectionnées dans le rapport:

Brésil: Le centre Dom Tomás Balduino Documentation – CPT a recensé 66 assassinats de DDH en 2016. En 2017, il y a eu une hausse du nombre d'assassinats de masse; sur les 70 assassinats enregistrés cette année-là, 28 DDH, soit 40%, ont été tués lors d'un massacre.



Colombie: Bien que les accords de paix entre le gouvernement et les rebelles des FARC aient favorisé le plus bas taux d'assassinats au sein de la population générale en 30 ans, le nombre d'assassinats de DDH a augmenté de façon spectaculaire. La situation en 2018 ne s'est pas améliorée, près de 100 DDH ont été tués durant le premier semestre 2018.

Guatemala: Les campagnes de diffamation contre les DDH, l'absence de protection des DDH et le fait que les enquêtes ne soient pas menées correctement favorisent un climat d'impunité pour les meurtres de DDH. Dans ses rapports annuels de 2014 à 2017, Front Line Defenders a recensé un total de 45 DDH tués au Guatemala. Dix neuf DDH ont été assassinés à ce jour en 2018; neuf étaient membres de la même organisation, le CODECA.

Honduras: De 2014 à 2017, Front Line Defenders a répertorié un total de 64 DDH assassinés en quatre ans. En comparaison avec les chiffres de 2016, le nombre de DDH tués en 2017 a significativement baissé ; cependant, cela est dû au tollé international provoqué par l'assassinat de Berta Cáceres et non à l'amélioration de la situation des droits humains.

Mexique: De juin 2016 à mai 2017, il y a eu 1442 attaques contre des DDH au Mexique, soit quatre agressions par jour. Rien que dans les États du Chiapas et de Oaxaca, deux DDH sont attaqués chaque jour. Entre 2013 et 2018, 144 DDH ont été assassinés, dont 31 à Oaxaca. En 2017, 48 DDH ont été tués; 58% tombent dans quatre catégories principales: les DDH qui défendent la liberté d'expression et le journalisme; les DDH qui défendent les droits des populations autochtones; les DDH qui défendent le droit à la terre/le territoire; les DDH qui défendent le droit à des conditions de vie décentes. 27 DDH ont été tués aux cours des six premiers mois de 2018.

Philippines: Les exécutions extrajudiciaires restent la plus gravent menace à laquelle les DDH doivent faire face aux Philippines, où ces derniers sont pris pour cible depuis longtemps: 474 DDH ont été tués sous la présidence Arroyo (2001-2010) et 139 sous la présidence Aquino (2010-2016). La tendance se poursuit encore aujourd'hui. Dans son rapport annuel 2017, Front Line Defenders a signalé les assassinats de 60 DDH aux Philippines, ce qui fait de ce pays celui qui compte le plus grand nombre d'assassinats de DDH en dehors du continent américain et le chiffre double par rapport à l'année précédente.

FIN.

